

# PLACE ET ENJEUX DE LA FORMATION DANS LES RECHERCHES EN ÉDUCATION. DE LA MARGINALITÉ À LA CENTRALITÉ, UN PROCESSUS EN MARCHÉ

Catherine Agulhon MCF, PARIS 5, CERLIS

## Introduction

La recherche en ou sur l'éducation est subordonnée aux institutions nous dit F. Poupeau dans un ouvrage polémique. Elle mobilise la sociologie, l'économie, les sciences de l'éducation et même les sciences politiques. Elle passe en France d'une approche critique et même marxiste et quantitative dans les années soixante, Bourdieu et Passeron, Baudelot et Establet en sont les figures emblématiques, à un plus grand éparpillement de recherches financées par les institutions d'éducation et de formation à partir des années quatre-vingt. Elle s'ouvre dans le même temps à une recherche plus qualitative, elle y perd la force d'une méthodologie formalisée qui tendait à s'unifier.

Sur la même période, le système éducatif lui-même s'affaiblit nous dit F. Dubet, l'institution devient une organisation qui gère ses contradictions. Un vent libéral souffle porté par les organisations internationales comme l'OCDE. Celle-ci incite les systèmes éducatifs à s'ouvrir au marché et à contrôler leur efficacité. D'un côté, la tendance est à faire supporter le coût de l'éducation par une pluralité d'acteurs (les collectivités territoriales, les entreprises et les familles), de l'autre, à examiner attentivement les performances du système (des académies, des établissements, des enseignants, des élèves), à mettre en concurrence les acteurs. L'efficacité et l'efficacité guident le pilotage du système.

Il y a donc un faisceau de transformations de la recherche, mais aussi du système éducatif lui-même qui déplace les enjeux et les modes d'investigations. Certaines de ces transformations sont lentes et insidieuses, d'autres occupent l'espace public. Les résistances à la réforme Fillon en sont un exemple, quand les modes d'imposition de la réforme universitaire sont plus voilés. Par ailleurs, les appels d'offre des Ministères organisent tout un pan de la recherche, quand des chercheurs plus indépendants ouvrent de nouveaux champs de recherche.

Notre interrogation porte plus précisément sur la place de la formation dans le champ de l'éducation, et avant cela sur les contours de l'objet, qui ne font pas consensus. Existe-t-il un objet « formation » qui transcende les frontières institutionnelles et englobe la formation initiale et continue ? Y a-t-il des problématiques communes à ces deux objets qui favorisent cette unité au-delà des divergences historiques et organisationnelles ? Après avoir soulevé ce débat et redéfini la place de la formation, nous précisons les évolutions de la recherche dans ce champ. Puis, nous tenterons à partir d'une recension des articles sur ces questions dans les principales revues de sociologie et sur l'éducation et la formation d'évaluer la place occupée par ces thématiques et les positions scientifiques des chercheurs impliqués dans ce champ, leurs modes d'investigation et les courants auxquels ils se rattachent. En réalité, les questions de formation relèvent plus de revues spécialisées et distinctes comme Formation Emploi, Education permanente, Actualité de la formation ou Recherche et Formation. Des revues comme Sociologie du travail ou Travail et Emploi accueillent également des articles de ce

champ. En revanche, la recension des articles sur la formation dans des revues comme la Revue française de sociologie, Sociétés contemporaines ou la Revue française de pédagogie sera rapide tant la formation y occupe une place mineure.

Ceci exprime à la fois la proximité de ce champ avec le travail et les distances encore vivaces entre éducation et formation tant aux yeux des institutions que des chercheurs eux-mêmes. Le CEREQ, sans en avoir le monopole, occupe une place prépondérante dans ce champ, le CNAM de son côté anime son propre réseau de recherche, quelques laboratoires et chercheurs ont joué un rôle non négligeable dans le développement de problématiques à l'articulation de la formation et de l'emploi (le GREE à Nancy, le LIHRE à Toulouse, le LEST à Aix-en-Provence).

## **1 La formation professionnelle, un champ aux frontières floues**

La formation professionnelle ne peut se définir aisément, elle englobe, selon nous, autant la formation initiale que la formation continue sans que la continuité entre ces deux formes ne soit inscrite clairement dans les institutions et dans la recherche. On remarquera toutefois à la suite de L. Tanguy l'extension du terme qui voit croître sa polysémie. En effet, ce terme s'emploie aussi bien pour caractériser un cursus, une filière, un système. Il apparaît dans le discours scolaire et post-scolaire, comme un allant de soi. On suit une formation dans le secondaire ou le supérieur, on fait une formation dans le cadre des dispositifs ou du système de formation continue. Courte ou longue, scolaire ou non, diplômante ou certifiante, la formation est devenue le terme fourre-tout pour caractériser de multiples formes d'apprentissage ou de systèmes de transmission des connaissances, elle doit d'ailleurs durer tout au long de la vie, elle est donc centrale, pourrait-on dire, dans notre rapport au monde. Il semble qu'une telle centralité renvoie implicitement à celle de l'économique dans nos sociétés et à son corollaire les transformations du travail et des connaissances mobilisées, comme à celle, préoccupante du chômage et de ce que l'on nomme aujourd'hui, l'employabilité, à savoir capacité à faire la preuve de ses compétences face aux évolutions du travail et de l'emploi. On est donc devant un paradoxe puisque la formation acquiert à la fois une certaine centralité révélée par l'usage extensif du terme et qu'en même temps, les systèmes et les acteurs qui la sous-tendent restent à la fois minorés et divisés.

La formation professionnelle s'est apparentée longtemps et dans de nombreux pays européens à un apprentissage réglementé par les corporations, jusqu'à la révolution en France en particulier, apprentissage qui s'est ensuite déréglementé au XIX<sup>e</sup> siècle. A partir de 1880, émerge la forme scolaire, mais elle ne s'institutionnalise qu'après la seconde guerre mondiale. L'histoire de la formation des adultes s'ancre dans les propos de Condorcet de 1792. Elle balbutie tout au long du 19<sup>e</sup> siècle, prend forme dans la promotion sociale de l'après guerre et s'institutionnalise par la loi de 1971. Ce rappel historique

mériterait de plus amples développements qu'ont pu faire V. Troger, G. Brucy ou N. Terrot et P. Frisch.

La formation professionnelle s'inscrit dans des relations complexes avec le monde du travail. Et l'une des questions récurrentes est bien celle de l'articulation entre formation et travail. Qui doit la déterminer et sur quelles bases ? Le monde de l'éducation souhaite former un homme, un citoyen et un producteur, il veut donner de l'amplitude à la formation et les moyens aux individus de se diriger dans la vie ; le monde économique attend un producteur efficace et soumis aux contraintes de l'entreprise, il tend toujours à réduire l'amplitude de la formation aux compétences immédiatement opérationnelles. L'un des malentendus irréductibles entre ces deux mondes réside bien dans les finalités immédiates de la formation et leurs conséquences en termes de définition quantitative et qualitative de l'offre en formation initiale et continue. Les dernières évaluations des négociations dans les instances paritaires, mais aussi des modes de gestion de l'offre dans le système de formation continue en donnent la preuve. Par ailleurs, le monde économique est le principal légitimateur de la formation et de ses certifications quand il les inscrit dans les grilles de classification des conventions collectives ; il définit ainsi les liens entre formation et emploi dans un rapport social complexe au cœur de la qualification.

Mais, dans l'école, la culture technique est subordonnée à la culture scolaire et académique. Elle est toujours perçue comme une seconde voie. Et, de fait la sociologie de l'éducation s'y est peu intéressée. Il suffit de prendre un manuel de sociologie de l'éducation pour s'en persuader. Les sociologues ont reproduit cette minoration de la place de la formation, car comme le dit P. Bourdieu à champ social dominé, champ scientifique dominé. Dans son manuel 128 chez Nathan, M. de Queiroz traite les inégalités, la reproduction ou le rapport des classes populaires à l'école, mais, il oblitère la notion de formation professionnelle. Dans le manuel de M. Duru-Bellat et A. Van Zanten, "la sociologie de l'école", là encore les inégalités face à l'orientation, la diversité des filières et des parcours masquent la spécificité de la filière professionnelle. Tout se passe comme si cette filière ne pouvait se dire. On remarquera cependant que L. Tanguy a ouvert cette voie de recherche en traitant des curricula et des enseignants, B. Charlot et A. Jellab ont, quant à eux, traité du rapport que les jeunes de ces filières dominées entretenaient avec les savoirs. D'autres chercheurs dont je suis, ont traité de la définition de l'offre ou des relations formation-emploi. Mais globalement le champ n'a pas pris d'essor et reste à la fois diffus et segmenté. Diffus car il est marginal et à la remorque de la sociologie de l'école pour les problématiques concernant la filière scolarisée, segmentée, car ceux qui traitent de formation continue ou d'apprentissage, traitent rarement de la formation professionnelle dans l'école.

Les lois de 1971 réglementent l'apprentissage sans lui donner d'essor et institutionnalisent une formation professionnelle continue dont le système se distingue du système scolaire par de nombreuses caractéristiques. L'un est monolithique, l'autre repose sur une pluralité d'institutions et d'acteurs. L'un est un service public, l'autre s'organise comme un marché.

On est donc face à trois filières, dont les segments internes jouent un rôle d'interface entre les institutions et les acteurs, sans avoir acquis d'unité. Trois filières en partie déterminées par le monde économique. Pour la formation initiale, les CPC au niveau national, la décentralisation et le PRDFPJ au niveau régional et les stages en entreprise au niveau local sont des voies de construction de liens entre le monde de l'école et le monde de l'entreprise. L'apprentissage lui aussi s'appuie sur des collaborations interinstitutionnelles et mobilise l'inspection de l'éducation nationale, les conseils régionaux, les organisations professionnelles, toutes sortes d'organismes publics et privés de formation et une forme instituée d'alternance. Quant à la formation continue, elle est au cœur de ces interfaces. Elle procède d'une longue histoire, touche à l'éducation permanente, à la promotion sociale et balbutie un siècle et demi avant de s'ancrer dans les transformations du travail en 1971. Elle est, plus encore que les deux premières filières, dépendante d'un marché organisé par les entreprises et de politiques d'emploi labiles initiées par l'Etat.

Enfin, les différentes réformes engagées depuis vingt-cinq ans, décentralisation de la formation professionnelle, professionnalisation des cursus, formation tout au long de la vie, validation des acquis de l'expérience sont autant de déplacements de l'action publique et de ses formes d'administration qui interpellent les institutions d'éducation et de formation et les chercheurs investis sur ce thème.

## **II UNE HISTOIRE COMPLEXE ET MARGINALE, UNE RECHERCHE ECLATEE**

Sans aller plus loin sur les histoires de ces trois filières, nous chercherons à lier émergence de la recherche et affirmation de ce champ. La formation comme de nombreux objets de recherche aujourd'hui (le travail, la santé, la famille, le genre..) est à l'articulation de différentes disciplines : l'histoire, les sciences politiques, l'économie, la sociologie, l'ethnologie, les sciences de l'éducation. Elle mobilise donc des apports théoriques variés qui ne lui sont pas spécifiques. La formation est, en particulier, à l'articulation de l'éducation et du travail, champs connexes et plus affirmés qu'il ne l'est lui-même.

### **II.1 A L'ARTICULATION DU TRAVAIL ET DE L'EDUCATION**

La sociologie du travail est au fondement du développement de celle-ci dans les années cinquante, elle a été longtemps dominante dans la discipline, elle s'intéresse au monde ouvrier, elle emblématise l'ouvrier qualifié masculin de la grande entreprise et se centre sur les conditions de travail, les formes d'exploitation et de résistances de la classe ouvrière.

La sociologie de l'éducation émerge dans les années soixante (au moment de la démocratisation et de l'extension de la scolarisation), elle se focalise sur l'école et laisse longtemps de côté d'autres formes de socialisation. Elle s'affirme dans un double numéro spécial de la revue française de sociologie coordonnée par A. Girard en 1968 au moment où le premier panel d'élèves met en évidence la construction des inégalités par l'école, cœur de la problématique à l'époque. Plus empirique aujourd'hui, elle s'intéresse aux acteurs et aux interactions dans l'école. Elle montre comment se construisent la réussite et l'échec scolaire, le classement et la stigmatisation des jeunes. Déscolarisation et violence, rapports aux savoirs et apprentissage, classement des établissements et des élèves, ces thématiques s'affirment ces dernières années.

Si une sociologie de la formation existe, elle apparaît au début des années quatre-vingt, elle est en filiation à la fois avec les lois de 1971 et avec l'émergence de la crise de l'emploi, elle s'appuie sur la sociologie du travail, mais empreinte des concepts à la sociologie de l'éducation (inégalités des chances, reproduction..)

Pour l'économie, ces thématiques ne sont pas centrales, et ce sont plutôt des chercheurs hétérodoxes qui les ont investies. Les économistes s'intéressent au capital humain et à son usage, à l'investissement-formation et à son rendement pour les entreprises ou pour les individus, ils traitent de la place de la formation dans la gestion de la main d'œuvre et à la marge, de la valeur des diplômes sur des marchés du travail segmentés.

Les sciences politiques s'intéressent aux politiques publiques, au rôle de l'Etat et à ses évolutions, Etat plus ou moins fort, prescripteur et régulateur. L'affirmation depuis deux décennies de politiques d'emploi et de formation corrélatives s'inscrit donc dans ce champ plus large que la décentralisation vient bousculer.

Les sciences de l'éducation sont, on le sait, composites, elles rassemblent sur des objets, l'éducation et la formation, des disciplines et des théories explicatives, mais elles ont tout comme la sociologie fait de l'école le lieu privilégié de leurs investigations. Une exploration des thèmes abordés dans le répertoire de l'association AECSE montre la faible part que prend la formation dans les recherches identifiées.

## **II.2 UNE GRANDE DIVERSITE DES OBJETS DE RECHERCHE**

La formation est donc un objet minoré par ces disciplines. Deux auteurs se distinguent par leur investissement. Lucie Tanguy s'interroge sur la construction de la carte scolaire dès 1968 dans le numéro spécial de la RFS et poursuit ses

travaux jusqu'à aujourd'hui : comparaison de l'apprentissage en France et en Allemagne, enseignants des lycées professionnels, curricula, relations formation-emploi, puis fondements de la loi de 1971, ses recherches évoluent sur plusieurs registres de la FP. C. Dubar a participé à l'émergence des problématiques sur la FPC, émergence du système, inégalités d'accès, glissement de la PS à la FC instrumentée, il soutient sa thèse en 1983 sur cet objet qu'il poursuit en investiguant les modes de socialisation professionnelle des jeunes. Trois lieux cumulent implication dans le système et production de recherches ; Nancy, Lille et Grenoble. Ces trois universités ont forgé les premiers centres de FCU et ont abrité les pionniers des travaux y afférents.

Des auteurs comme C. Dubar, J. Hédoux, C. de Montlibert et P. Fritsch ont retracé une histoire très politique, établi les enjeux contradictoires entre l'Etat, le patronat et les syndicats dont ces filières ont fait l'objet ; ils ont encore analysé les déterminants d'une implication individuelle ou collective dans la FPC.

De son côté, le CNAM produit une réflexion sur les enjeux psychopédagogiques de la formation. Méthodes inductives, rupture avec les pratiques scolaires, valorisation des savoirs de l'expérience, bien des problématiques reprises par le système ont été dévoilées dans ce lieu (Barbier, Malglaive).

Mais, on peut identifier une rupture principale dans le déroulement de ces travaux. La crise de l'emploi de 1974, puis le changement de gouvernement et de politiques de l'emploi en 1981 impriment un tournant dans la prise en compte de la formation vis-à-vis de l'emploi. Les économistes (au GREE, au CEE) commencent à s'interroger sur la place de la formation dans les systèmes d'insertion et d'emploi. Variable d'ajustement ou prétexte, la formation qui se diffuse peut-elle faire évoluer les modes d'insertion ?

Et de fait, depuis deux décennies, la crise structurelle de l'emploi focalise l'attention des institutions et des chercheurs, les politiques et les modes d'insertion sont scrutés par le CEREQ, l'INSEE ou la DEP, les transformations du système de formation sont suivies pas à pas. En effet, si la formation continue a tué la promotion sociale, les politiques publiques d'insertion l'ont tuée à leur tour. Le volet public de la formation professionnelle initié par M. Debré s'est recentré sur la remédiation professionnelle et sociale des publics en difficultés (jeunes et adultes). Politiques d'emploi et de formation se rejoignent et organisent une transition professionnelle (Rose, 1984) de plus en plus longue et complexe touchant des populations fragilisées (jeunes peu qualifiés, femmes, jeunes de l'immigration, travailleurs âgés peu qualifiés). Des « mesures » renouvelées à chaque changement politique touchent ces publics-cibles et les entraînent dans des formations alternées censées les socialiser et les requalifier.

Ces dix dernières années la question du rôle de la formation comme moteur de l'activité économique (ou du développement), des gains de productivité générés par le capital humain est au cœur des politiques et des recherches sur la formation. Des mesures sont prises en formation initiale et en formation continue, des débats politiques et scientifiques se rejoignent. Des réformes rapprochent les systèmes et les problématiques : la décentralisation, l'alternance, la rénovation des formations (référentiels plus ou moins adéquationnistes), le renouvellement du débat sur la certification et la gestion des relations formation-emploi, les inégalités d'accès à la formation, les liens entre formation, expérience et certifications. Enfin, la loi de modernisation sociale (2002) renforce la force de l'expérience dans la reconnaissance des qualifications et subordonne la formation, la certification et même les systèmes de formation au marché du travail.

Mais, les disciplines gardent leur distance et les analyses se segmentent selon les filières. Emerge-t-il une véritable sociologie de la formation, la question reste posée ?

Quatre synthèses nous rappellent les axes développés, celle d'Agnès Van Zanten (1995), de L. Tanguy (2000), de M. Vasconcellos (2003) et de C. Agulhon (1997).

La première suit un fil conducteur très ancré dans la sociologie de l'éducation, elle aborde, les politiques, les acteurs et les pratiques et montre la spécificité d'une filière de formation professionnelle, la seconde étend le champ, revient sur l'émergence des problématiques, sur les différents champs de recherche ici évoqués, sur les tensions entre des approches non pas contradictoires, mais plutôt complémentaires. Les deux dernières insistent sur le rôle de la crise de l'emploi dans l'affirmation de ce champ de recherche et prennent pour axe central l'insertion des jeunes qui rénove les politiques mais aussi les questionnements.

Pourtant, ce champ et les objets dont il traite reste fortement segmenté. On a ainsi plusieurs espaces de réflexion que l'on peut décliner :

Des théories qui font de la formation un facteur explicatif parmi d'autres dans le monde politique ou le monde économique. Analyse de la formation dans la gestion de l'emploi (Etat), dans la gestion de la main d'œuvre (entreprises), dans le développement local (conseils régionaux), dans la régulation des relations professionnelles (conventions collectives, gestion des qualifications et des compétences).

Des analyses plus systématiques sur les stratégies des acteurs (enseignants et formateurs, élèves ou formés), sur les inégalités d'accès et leurs effets en formation initiale et continue.

Des analyses sur la gestion des relations formation emploi qui englobent la construction des curricula, la gestion de l'offre de formation, l'insertion des jeunes et leurs trajectoires.

### **III UNE LITTÉRATURE SEGMENTÉE**

Mais nous cherchons ici à identifier l'existence d'une sociologie de la formation et à en dévoiler la visibilité. C'est pourquoi, nous avons entrepris une recension de la littérature sur cet objet formation dans quelques revues scientifiques que nous avons sélectionnées. Nous justifierons tout d'abord nos choix.

Il existe des revues disciplinaires et scientifiques, des revues plus interdisciplinaires et scientifiques, des revues plus ouvertes à d'autres acteurs institutionnels et des revues de vulgarisation. Ces revues ont chacune des politiques de publication et des réseaux sur lesquelles elles s'appuient, elles se sont forgées des représentations soit de l'excellence dans leur discipline, soit des attentes de leur lectorat, elles se soumettent d'une manière ou d'une autre à des normes forgées par leur milieu scientifique ou politique.

Nous avons sélectionné :

- Des revues généralistes de sociologie : Revue française de sociologie, Actes de la recherche en sciences sociales et l'Année sociologique pour lesquelles la formation et l'éducation ne sont pas des thèmes majeurs.
- Des revues qui se veulent scientifiques et interdisciplinaires : Sociétés contemporaines.
- Des revues spécialisées de sociologie : sociologie du travail.
- Des revues du et sur le monde éducatif : la Revue française de pédagogie, Education et sociétés.
- Des revues gérées par des centres attachés à une administration et plus ouvertes : Formation Emploi et Travail et Emploi.

Nous sommes conscientes d'avoir laissé de côté des revues qui traitent tout autant de l'éducation et de la formation, Education et Formations (DEP), Orientation scolaire et professionnelle (CNAM), Carrefour de l'éducation (CRDP Amiens et Université d'Amiens), Recherches et Formations (INRP). Nous avons également ignoré deux revues spécialisées,

Education permanente et Actualité de la formation continue, parce que, justement, elles sont éminemment dans le champ et qu'elles s'adressent à un public d'acteurs opérationnels plus qu'aux chercheurs. Nous n'avons pas non plus recensé de revues de vulgarisation comme les Cahiers pédagogiques ou Sciences humaines.

Faire de la bibliométrie est complexe, comme tout classement, cela procède de choix, d'arbitrage, mais aussi d'arbitraire. Nous cherchions donc à estimer la place accordée à l'éducation et à la formation dans ces revues et l'équilibre entre ces deux objets. Certaines revues plus généralistes font peu de place à ces deux objets, d'autres en font leur objet en principe. L'exploration ne prendra donc pas la même dimension selon la place de ces deux thématiques, plus ou moins centrale ou inexistante, dans les revues.

Mais, cette visibilité n'est pas aléatoire, elle dépend des politiques de publications de chaque revue. Celles-ci se cristallisent dans les compositions du comité scientifique et du comité de rédaction qui varient selon les orientations des revues. Les plus prestigieuses font appel et sont investies par des chercheurs de renom. Cette convocation d'intellectuels reconnus détermine la nature des thèmes traités et les normes implicites ou explicites de scientificité des articles retenus.

Sur l'économie des revues, on peut également faire quelques remarques. Certaines revues construisent systématiquement des numéros spéciaux, d'autres pas. L'année sociologique et Sociétés contemporaines fonctionnent sur ce modèle. C'est moins le cas pour la revue française de sociologie ou Sociologie du travail. Certaines revues couvrent plusieurs champs et ouvrent leurs thématiques, d'autres la resserrent. La politique peut d'ailleurs changer avec le comité de rédaction, mais dans l'ensemble, certains traits connus caractérisent les revues. Certaines revues ont mis leur sommaire en ligne et d'autres pas. Certaines publient des tables ou index et offrent déjà leur propre reconstruction des champs qu'elles couvrent. Mais, les thématiques de l'éducation et de la formation peuvent s'inscrire parfois dans plusieurs champs : sociologie des organisations et sociologie des professions, sociologie du travail et sociologie de la formation.

Un classement est ainsi produit à partir de signes visibles, il peut donc toujours être mis en cause, et c'est toujours aux frontières ou aux marges que les ambiguïtés sont les plus fortes. Quand le thème de la formation est imbriqué à un autre, peut-on l'intégrer ? Quand il n'est pas affiché clairement, comment ne pas l'oblitérer ?

Nous examinerons chaque revue et tenterons une synthèse des apports de cette recension. Un tableau en annexe donne les principaux éléments identifiés.

La Revue française de sociologie publie vingt à vingt-cinq articles par an dont 4 ou 5 sur l'éducation ou la formation. En 1982, J. Hedoux y publiait un article qui eut un certain retentissement : « Publics et non publics de la formation continue », il puisait dans les thématiques de la reproduction, des stratégies familiales et de la culture scolaire des individus pour comprendre leur mobilisation sur la formation professionnelle. De 1990 à 2001, les auteurs de sociologie de l'éducation sont relativement présents. Il s'agit de l'école et de ces thématiques actuelles : l'effet établissement, la scolarisation des jeunes, la socialisation scolaire, les inégalités devant l'école et l'orientation sélective. Mais, la formation y tient peu de place et il faut l'envisager de manière très extensive si on veut lui accorder une place. On répertorie les thèmes suivants : l'insertion des jeunes et le chômage, la création des bacs professionnels et la place de la filière technologique dans les scolarités et enfin la place de la

formation dans les politiques publiques énoncées par la planification dans les années soixante (L. Tanguy).

L'année sociologique a été créée par E. Durkheim, elle touche de nombreux domaines, la religion, l'art, les mœurs, la sociologie et l'économie, les risques, les réseaux, la rationalité, on n'en finirait pas de les citer. Entre 1990 et 2003, elle publie deux articles sur l'école (Galland et Merle) et deux numéros spéciaux, l'un sur l'école, l'autre sur le travail en 2000 et 2003. Dans ce numéro de 2000, on compte un article de F. Rope et L. Tanguy : « Modèle des compétences : système éducatif et entreprises », face à cinq articles sur l'école (Duru, Van zanten). La formation a donc une très faible visibilité dans cette revue.

Actes de la recherche en sciences sociales est la revue fondée en 1979 par P. Bourdieu, comme chacun sait. Elle se veut sociologique et ouverte (en principe, les auteurs ne rendent pas compte de leur rattachement institutionnel pour garantir cette ouverture du champ scientifique). Cependant, la revue ouvre ses pages à un groupe de chercheurs plus ou moins affiliés au courant bourdieusien. En 2004 et dans le numéro 153, est proposée une liste des articles parus entre 1993 et 2004, soit 52 numéros et 369 articles classés par auteurs. Outre les thèmes classiques sur le travail, la culture, la famille, le social, les médias et l'école, on trouve des thèmes plus marginaux comme la littérature ou la sexualité. Sur cette période, on compte 36 articles sur l'éducation, 10% de la production et deux sur la formation, l'un de S. Beaud sur les jeunes de bacs pros, l'autre de G. Mauger sur les politiques d'insertion. En revanche, 50% de ces articles portent sur l'université (histoire, organisation et étudiants). Ce déséquilibre nous apparaît assez significatif à la fois des centres d'intérêt des auteurs et des lecteurs. Bien qu'elle se veuille engagée, cette revue touche un lectorat très loin des préoccupations de la base. Mais, ce déséquilibre affirme encore le peu d'expansion des thématiques de la formation, le peu de théorisation dans ce champ.

La revue Sociétés contemporaines a été créée en 1990, elle a publié à ce jour 55 numéros. On compte cinq numéros sur les thématiques de l'école ou de la formation (soit moins de 10%) : la scolarisation, le monde des jeunes et les universités, les trajectoires et les cheminements et les chantiers de la FP ou l'émergence du système dans les années soixante-dix. Tous les auteurs les plus connus y sont représentés (A. Barrère, S. Beaud, B. Charlot, D. Demazières ou C. Dubar, M. Duru, B. Lahire, P. Merle, C. Musselin, L. Tanguy, J.P. Terrail,). Outre ces numéros qui traitent de thématiques spécifiques, on peut trouver, ici ou là, des articles (Varia) sur les catégories de diplômes en Europe (M. Duru et A. Kieffer), sur la violence des jeunes (S. Beaud). Cette revue néglige moins que d'autres les socialisations scolaires et professionnelles. La composition du comité scientifique (on y trouve C. Baudelot, J.M. Berthelot et J.M. Chapoulie) ou du comité de rédaction (L. Tanguy) favorise cette présence.

Sociologie du travail a produit un index (1990-1999) sur lequel je me suis appuyé en partie. Cette revue publie très peu d'articles sur l'école, et toujours à

partir d'un axe proche de la sociologie du travail ; on y trouve des analyses des professions enseignantes (A. Barrère et L. Demailly), des transformations du modèle universitaire sous l'angle de la sociologie des organisations (C. Musselin). La formation, versus relations formation-emploi, qualifications et compétences (M. Dadoy et C. Dubar), relations professionnelles (A. Jobert) ou l'investissement-formation des entreprises (E. Verdier), y est finalement mieux représentée, ce qui révèle la plus grande proximité, au moins jusqu'à ces dernières années, de la formation avec le travail plutôt qu'avec l'école.

La revue française de pédagogie, publiée par l'INRP, est une revue de sciences de l'éducation. Créée en 1967, elle compte 149 numéros. La table de 1967 à 1990 nous permet d'identifier 537 articles dont une vingtaine sur la formation et ses corollaires : cinq sur l'enseignement technique, trois sur la formation continue, six sur l'emploi des jeunes, ce qui est pour le moins fort peu et situe la place de ce champ de la formation professionnelle dans cette première période. Parmi les notes de synthèse publiées entre 1978 et 2000, on en compte quatre sur 145 sur la formation, l'une de Jean Jacques Paul sur les relations formation-emploi, une autre de J.M. Barbier sur les tendances de la formation et les innovations pédagogiques en formation, une troisième de L. Tanguy sur les problématiques et perspectives dans le champ (que nous avons citée plus haut) et la dernière de Maria Vasconcellos qui met l'accent sur les liens entre formation et insertion. Une recension plus serrée sur la période 1990-2003 nous permet de signaler neuf numéros (sur 52) dans lesquels la formation professionnelle est traitée. Qu'il s'agisse des apprentissages des élèves, de la transmission de la culture technique, de la gestion des établissements, du regain de l'apprentissage, de la rénovation des curricula ou des modalités d'autoformation en formation continue. On le voit dans le champ de l'éducation, la formation reste marginale, voire confidentielle. Est-ce à dire que les spécialistes de ces questions optent pour d'autres revues ? Est-ce tout simplement que le nombre de spécialistes est aussi faible que le nombre d'articles recensés. Les deux aspects se cumulent. Notons qu'un numéro spécial, n° 131, coordonné par V. Troger et G. Brucy, accueille les auteurs parmi les plus présents et les plus reconnus dans le champ.

La revue Education et Sociétés se veut européenne, elle est beaucoup plus récente. Créée en 1998, elle ne compte que 10 numéros qui sont d'ailleurs tous thématiques. Sur ces numéros, on en compte un dont le thème est l'insertion des jeunes et avec lui, les politiques de formation et d'emploi. Il accueille C. Trottier et C. Dubar, M. Bel et L. Tanguy et dévoile les modes de transition de l'école à l'emploi, le rôle de l'alternance dans les socialisations professionnelles, les effets pervers contenus dans les mesures jeunes comme les « emplois jeunes ». Les autres numéros s'intéressent à l'école (savoirs, politiques scolaires, régulations locales) et à la sociologie de l'enfance émergente.

La revue Formation-Emploi est publiée par le CEREQ (créée en 1970). Initiée en 1981, elle compte à ce jour 88 numéros. Comme son nom l'indique, elle devrait porter principalement sur la formation. Dans les index thématiques régulièrement mis à jour, on trouve les items : formation, alternance, apprentissage, diplôme, enseignement supérieur, enseignement technique et professionnel, filière et formation continue. Un article peut être identifié dans plusieurs items. La revue pratique la publication irrégulière de numéros spéciaux. Sur plus de vingt ans, on trouve un numéro spécial sur l'enseignement professionnel (n°27-28), un numéro spécial sur la formation continue, sorti à l'occasion de la loi de 1991 ou des vingt ans de la loi de 1971, un numéro spécial sur les compétences, un autre sur la VAE (plus récent) et un numéro spécial pour les trente ans du CEREQ dont les articles sur la formation représentent 50% de l'ouvrage avec un bel équilibre entre formation initiale et formation continue, insertion et marché du travail, condition d'emploi et mobilité professionnelle. Un dernier numéro spécial s'intéresse à la territorialisation des politiques de formation. Cependant, si cette revue semble ancrée dans le sujet, elle ne compte que 187 articles strictement sur ces questions (soit 34%) sur les quelque 549 articles qu'elle a publiés. Si l'on comptabilise les articles sur l'enseignement professionnel et technologique, la proportion baisse encore. Ceci renforce l'idée d'une segmentation de ce champ : qui travaille sur la formation continue ne travaille pas sur la formation initiale, qui travaille sur les marchés du travail ou la gestion des compétences s'intéresse peu à l'amont qu'est la formation. Les disciplines comme les problématiques ne se recouvrent pas, ne s'harmonisent pas et ne donnent pas une vision générique de ces questions.

Enfin, quelle place est réservée à la formation dans une revue comme celle du Ministère du travail, Travail et Emploi, tournée résolument vers ces questions ? Cette revue a été créée en 1979. Elle offre 101 numéros et environ 700 articles. Sur son site, elle propose 15 thèmes autour de l'emploi (chômage, organisation du travail, relations salariales, formes d'emploi, relations professionnelles, politiques publiques d'emploi...) et de la formation professionnelle. Là encore, ce thème s'organise plus souvent autour de la formation continue que de la formations initiale, de la gestion de la main d'oeuvre que des trajectoires scolaires. La revue identifie 31 articles sur ces questions en 25 ans, soit un taux de 4% . On retrouve les auteurs reconnus et déjà cités (Dubar, Méhaut, Tanguy et Verdier), les thématiques déjà signalées : certifications, gestion des compétences, investissement-formation des entreprises, politiques publiques et décentralisation, éducation permanente et formation tout au long de la vie.

Revue	Années	Nombre de N°	Nombre d'articles	Articles Education N	Article Formation N %
RFS	1990-2001	44	220	30	5 (2%)
L'année sociologique	1990-2003	26	280	12	2
ARSS	1993-2004	53	369	33	2
Sociétés contemporaines	1990-2003	54	325	35	15 (4,5%)
Sociologie du travail	1990-2003		326	2	18 (5,5%)
Educatons et Sociétés	1998-2002	10	80	72	8 (10%)
RFP	1990-2003	52	400	-	20 (5%)
Formation Emploi	1981-2004	88	549	-	187 (34%)
Travail et Emploi	1979-2004	101	700		31 (4%)

Cette recension est approximative, elle situe, cependant, la place de la formation dans une série de revues représentatives des champs de la sociologie et de l'éducation, elle donne à voir la formation comme un objet éclaté, à la jonction de plusieurs champs disciplinaires et thématiques (éducation, travail et relations formation-emploi). Cet objet reste minoré et marginal. Il l'est dans les revues de sociologie généralistes, il l'est dans les revues sur l'éducation, il l'est encore dans les revues spécialisées sur l'emploi. Seule, la revue Formation-emploi en traite plus souvent, sans jamais s'intéresser à la scolarisation de la formation professionnelle, si ce n'est dans la construction de l'offre au niveau national ou régional. Dans cette revue, mais aussi dans l'ensemble des travaux, il s'agit plus d'une approche des relations formation-emploi que de celle des fonctionnements réels de ces systèmes dans une démarche interactionniste ou psychosociologique, celles-ci étant quasiment absentes. Tout se passe comme si les recherches dans ce champ avaient pris du retard ou, trop subordonnées à la commande publique, restaient en deçà de ce qui se passe réellement dans les boîtes noires...

## **DES PROBLEMATIQUES QUI S'AFFIRMENT**

Pourtant, la formation est en débat, elle s'impose dans l'école, elle apparaît incontournable dans le sas de l'insertion, elle accompagnerait même les trajectoires ou carrières professionnelles tout au long de la vie dans un monde mouvant.

L'objet Formation ou les problématiques autour de la formation s'offrent ainsi comme un paradoxe. Le terme est devenu extensif depuis trente ans, il s'emploie pour définir des cursus dans l'école et hors l'école, il est devenu le terme fourre tout pour tout ce qui touche à des formes plus ou moins institutionnalisées d'apprentissage, il appartient au langage courant : « je suis en formation... je suis une formation, j'entre en formation... quelle formation suis-tu ? Je monte une formation, un dispositif de formation... » Il est ainsi dominant et, à ce titre, exprime la force des liens entre école et travail, formation et emploi, finalités instrumentées de la formation et subordination de l'école au travail. Il valorise la valeur d'échanges des formations et de leurs certifications quand les entreprises cherchent à les relativiser. L'emploi se dérobe, les jeunes poursuivent des formations et tentent ainsi d'améliorer leur place dans la file d'attente ou leur signal face aux employeurs. La politique de professionnalisation des formations universitaires témoigne encore de ces tendances lourdes et ouvre un nouveau champ de recherche sur l'ouverture de l'université au monde économique, les modalités de construction de l'offre, les profils des universitaires qui s'investissent dans ce champ, les concurrences entre formations généralistes et formations professionnelles, les maillages de publics et l'efficacité de ces formations en termes d'insertion.

En revanche, cet objet reste à l'articulation de plusieurs champs (éducation, travail, action publique) et ne construit pas son autonomie, ni sa visibilité. Il n'a pas construit de laboratoire, ni d'équipe transversale pérenne. Il mobilise des chercheurs ponctuellement qui peuvent travailler sur d'autres objets, il n'est que de voir comment se sont construites les équipes pour l'évaluation de la loi quinquennale.

Ce champ, on l'a vu, empreinte les problématiques et les thématiques de la sociologie de l'éducation : construction de l'offre, jeu d'acteurs et ordre négocié, effet d'établissement et construction de professionnalité, violence scolaire et déscolarisation, ou de la sociologie du travail, des professions ou des organisations : qualification et compétences, rendement de l'investissement, valeur sociale et économique des formations et des certifications, concurrence institutionnelle.

Le renouvellement des problématiques autour de la décentralisation et de la VAE, l'émergence d'un système de formation professionnelle autonome, mais inachevée en lien avec la décentralisation, sont cependant les signes d'une affirmation de ce champ de recherches.

Références =>

- Agulhon C. (1997a) Les relations formation-emploi, une quête sans fin : les formations à la plasturgie. *Sociologie du travail*, n°3.
- Agulhon C. (1997b) Les relations formation-emploi. Une synthèse de la littérature. *Carrefour de l'éducation*, 4.
- Alaluf M. (1992) Peut-on distinguer les classements techniques des classements sociaux de la qualification ? *Formation-Emploi*, n°38.
- Alaluf M. et Stroobantz M. (1994) La compétence mobilise-t-elle l'ouvrier ? *Revue européenne de formation professionnelle*, n°1.
- Askouni N., Henriot Van Zanten A. (1995) L'école et la transmission des savoirs et des attitudes face au travail et aux entreprises. *Les jeunes et l'emploi*, Cahier Travail et Emploi, Paris, La Documentation française.
- Bouffartigue P., Lagree J.C. et Rose J. (1989) Jeunes : De l'emploi aux modes de vie. Points de vue sur un champ de recherche. *Formation-Emploi*, n°26.
- Bourdieu P. (1978) Classement, déclassement, reclassement. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°24..
- Brucy G. (1989) CAP et certificats de spécialité : les enjeux de la formation au lendemain de la deuxième guerre mondiale" n° spécial *Formation-Emploi* n°27-28.
- Brucy et Troger (2000) RFP, n°131
- Charlot B. M. Figeat (1979) *L'école aux enchères*. Paris, Editions Payot.
- Charlot B. et Figeat M. (1985) *Histoire de la formation des ouvriers de 1789 à 1984*. Paris, Ed. Minerve.
- Charlot B. (coordonné par) (1994) *L'école et le territoire : nouveaux espaces, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.
- Charraud A. M., Personnaz E., Veneau P. (1998) *Les certificats de qualification professionnelle (CQP), Construction des référentiels et mise en oeuvre dans la métallurgie, l'agro-alimentaire et la plasturgie*, CEREQ, document n°132, série synthèse.
- Cornu R. (2002) Retour sur la relation formation-emploi. (entretien) *Formation-Emploi*, 78.
- De Queiroz J.M. (1995) L'école et ses sociologues. Paris, Nathan-Université, 128
- Dubar C. (2001) La construction sociale de l'insertion professionnelle. *Education et Sociétés*, 7
- Fournié D. (1994) La place des jeunes dans les recrutements. *Économie et Statistiques*, n° 277-278.
- Friot B. et Rose J. (1996) *La construction sociale de l'emploi en France*. Paris, L'Harmattan.
- Garraud P. (1995) La mise en œuvre des politiques de lutte contre le chômage par la formation : les contraintes du service public de l'emploi en France. *Sociologie du travail*, n°4.
- Jobert A. (2000) *Les espaces de la négociation collective, branches et territoires*. Toulouse, Octares.
- Jobert A., Marry C., Tanguy L. (1995) *Education et travail*. Paris, A. Colin.
- Lallement M. (2001) L'emploi des sociologues. *40 ans de Sociologie du travail*, Paris, Editions Elsevier.
- Langouët G. (1993) Les années 80-90 : quelle démocratisation ? *L'orientation*

*scolaire et professionnelle*, volume 22

Laval C.(2003) *L'école n'est pas une entreprise. Le néo-libéralisme à l'assaut de l'enseignement public*. Paris, La Découverte.

Lefresne F. (2003) *Les jeunes et l'emploi*, Paris, La Découverte, Repères.

Lelièvre C. (1996) *L'école à la française en danger ?* Paris, Nathan.

Mauger G. (1994) *Les jeunes en France. Etat des recherches*. Paris, La Documentation française.

Maurice M., Sellier F, Silvestre J.J., (1982) *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne*, Paris, PUF.

Méhaut P. Monaco A. Rose J. de Chassey F. (1987) *La transition professionnelle*. Paris, L'Harmattan.

Monaco A. (1993) *L'alternance école-production*. Paris, PUF.

Naville P. (1972) *Théorie de l'orientation professionnelle*. Paris, Gallimard (1945 pour la 1<sup>o</sup> édition)

Paul J.J. (1989) *Les relations formation-emploi*. Paris, Economica.,

Paul J.J. (1984) Les analyses françaises des relations formation-emploi. *Revue française de pédagogie*, n°69.

Prost A. (1986) *L'enseignement s'est-il démocratisé?*" Paris, PUF. (réédition, 1992)

Rose J. (1996) L'organisation des transitions professionnelles entre socialisation, mobilisation et recomposition des rapports de travail et d'emploi. *Sociologie du travail*, n°1.

Rose J. (1998) *Les jeunes face à l'emploi*. Paris, Desclée de Brouwer.

Tanguy L. (et alii) (1986) *L'introuvable relation formation-emploi*. Paris, La Documentation française.

Tanguy L. (1993) La notion de niveau dans les politiques de formation. *L'orientation scolaire et professionnelle*, n°22.

Tanguy L. (1994) La formation, une activité sociale en voie de définition ? De Coster M. et Pichault F., *Traité de sociologie du travail*, Bruxelles, Editions de Boeck Université.

Tanguy L. (1996) Remarques préalables à une analyse comparative internationale en matière de relations éducation et travail. *Carrefour de l'éducation*, n°2.

Tanguy L. (2000) RFP 131

Trottier C. (2001) La sociologie de l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes. *Education et Sociétés*, 1

Van Zanten A. (2000) Massification et régulation du système d'enseignement. Adaptations et ajustements en milieu urbain défavorisé. *L'Année sociologique*, vol. 50, n° 2.

Vasconcellos M. (2003) L'éducation, la formation et la dynamique sociale de l'emploi, *Revue française de pédagogie*, n° 143, avril-mai-juin

Verdier E. (1995) Politiques de formation des jeunes et marché du travail. La France des années quatre-vingt. *Formation-Emploi*, n°50.

Verdier E. (1996) L'insertion des jeunes « à la française »: vers un ajustement structurel. *Travail et Emploi* n°69.

Vernières M. (1993) *Formation emploi, enjeu économique et social*. Paris, Ed. Cujas.

Vincens J. (1997) L'insertion professionnelle des jeunes. Quelques réflexions théoriques, *Formation-Emploi*, n°60.

Vinokur A. (1995) Réflexions sur l'économie du diplôme. *Formation-Emploi*, n°52.